

<https://journal.alternatives.ca/?Attaques-brutales-contre-des-autochtones-Q-eqchi-dans-Alta-Verapaz-Violente>



Attaques brutales contre des autochtones Q'eqchi' dans Alta Verapaz : Violente répression du mouvement de défense du territoire et des ressources naturelles



Date de mise en ligne : vendredi 22 août 2014

- Journal des Alternatives - Publications - Articles et analyses - Articles de l'extérieur -

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Le 14 août dernier, les communautés Nueve de Febrero et Monte Olivo (Coban, Alta Verapaz) ont été victimes de violentes évictions perpétrées par des forces de la Police Nationale Civile (PNC) et selon plusieurs communiqués, d'agents de sécurité privée. Le lendemain, 15 août 2014, la police s'est déplacée vers la communauté de Semococh dans le but de procéder à l'arrestation de quelques dirigeants communautaires de l'organisation CODECA, donnant lieu à des confrontations avec la population locale. Selon les plus récentes informations, trois autochtones Q'eqchi' auraient perdu la vie dans ces événements, en plus de cinq personnes détenues et de nombreuses personnes blessées.

Ces événements surviennent alors qu'à la fin juillet dernier, le gouvernement d'Otto Perez Molina s'engageait à renouveler sa coopération avec l'entreprise Hidro Santa Rita pour une durée de vingt ans. Le projet hydroélectrique de Hidro Santa Rita suscite opposition et résistance dans plusieurs communautés environnante depuis quelques années déjà. (Voir l'historique du conflit, à la fin de cet article)

L'éviction de Monte Olivo a commencé jeudi passé en matinée, alors qu'une résistance pacifique contre la construction du barrage hydro-électrique se poursuivait dans la communauté de Monte Olivo, et que les agents de sécurité privée de Hidro Santa Rita veillaient sur la machinerie destinée à la construction des infrastructures. Quelques 1600 agents de la PNC auraient investi la région du Rio Dolores, qui borde entre autres les communautés Nueve de Febrero, Chisec, Raxruha et Monte Olivo. Plusieurs observateurs rapportent que la PNC était accompagnée de gardes de sécurité privée de l'entreprise ainsi que de paramilitaires revêtant des uniformes de la PNC.

Par ailleurs, un rassemblement s'était aussi formé sur la route près de la communauté de Samococh, tentant de bloquer l'accès à la police qui venait détenir deux dirigeants communautaires de CODECA (Comité de Desarrollo Campesino). Plusieurs patrouilles de la Police Nationale Civile sont intervenues sans aucun dialogue contre les manifestant-e-s. Les autorités ont ainsi incommodé plus de 500 personnes aux gaz lacrymogènes en début de journée, avant de tirer sur la foule à l'aide d'armes de calibre 9 mm en après-midi. Cette brutalité a coûté la vie à trois Mayas Q'eqchis, soit Luciano Can Lajuj, Sebastian Rax et Oscar Chen, en plus de blesser par balle cinq autres personnes. Une vingtaine de personnes ont également été détenues illégalement lors des événements du 15 août.

"La Police nationale civile est hors de contrôle dans le nord du pays. Le Ministère de l'Intérieur a planifié et préparé la mobilisation de milliers d'agents de police de divers départements, avec l'objectif de réaliser l'éviction des communautés de la rive du Rio Dolores » déplore la Prensa Comunitaria dans son article. Daniel Pascual, du Comité d'Union Paysanne (CUC), souligne à cet effet la disproportion de la violence utilisée et de la quantité d'effectifs policiers engagés dans cette répression.

Les différents communiqués et articles émis par des journalistes et organisations de la société civile font ainsi état de trois décès ; de cinq hommes et femmes détenu-e-s après avoir été brutalisé-e-s par la police ; d'entre 45 et 53 enfants présentant des symptômes d'intoxication aux gaz lacrymogènes, gaz qui auraient notamment été lancés dans les demeures des habitants ; de plus de 50 personnes blessées par les impacts des bombes lacrymogènes et par balle, ainsi que de la destruction et de l'incendie de nombreuses habitations.

Un campement policier temporaire demeure installé sur une propriété privée de Monte Olivo, où plus de 80 agents anti-émeutes et de l'équipement d'intervention dissuadent les habitant-e-s de revenir chez eux. De nombreux membres des communautés de Monte Olivo et Semococh se sont réfugiés dans les montagnes environnantes, le climat de terreur leur faisant craindre la répression et les arrestations arbitraires en cas de retour dans la zone militarisée.

Plusieurs organisations accusent la police de l'exécution extra-judiciaire des trois victimes et des plaintes seront déposées à cet effet, notamment par un député du parti Winaq. Des processus ont également été enclenchés avec la Croix Rouge afin de venir en aide aux populations réfugiées dans la montagne. Dans un communiqué endossé par plus d'une dizaine d'organisations civiles guatémaltèques, la répression qui sévit actuellement dans Alta Verapaz est vivement dénoncée : « C'est la preuve d'un plan parfaitement orchestré depuis les plus hautes sphères de l'exécutif, utilisant et répétant les pratiques répressives du conflit armé interne qui a écrasé le peuple guatémaltèque pendant plus de 36 ans, et générant à nouveau la terreur dans la population ». Quant à lui, le Ministre de l'Intérieur Mauricio Lopez Bonilla refuse de considérer qu'il y ait eu un « usage excessif de la force » à l'occasion de l'éviction des communautés en Alta Verapaz...

Trame historique du conflit lié au projet hydroélectrique de Santa Rita

' 2008 : Octroi d'un permis d'exploration pour la rivière, l'entreprise s'approche une première fois des communautés de la zone de Monte Olivo, alors qu'un projet de barrage hydroélectrique se dessine. Sa construction est projetée sur le terrain de la finca (grande exploitation de terre) de Santa Rita.

' 2011 : Malgré les revendications insistantes des communautés d'être entendues sur ce projet à l'occasion d'une consultation populaire, ce qui ne fut jamais fait, le Ministère de l'Énergie et des Mines donne le feu vert à la construction du projet de Hidro Santa Rita S.A.

' En réponse à cette autorisation illégitime et illégale octroyée à l'entreprise, les habitant-e-s de Monte Olivo appellent à l'occupation d'une propriété acquise par Hidro Santa Rita, qu'ils et elles baptisent Nueve de Febrero.

' Février 2012 : L'entreprise dépose des plaintes auprès du Ministère Public contre cinq dirigeant-e-s communautaires opposé-e-s au projet.

' Janvier 2013 : Le Juge de première instance de Coban émet des mandats d'arrêt contre ces dirigeant-e-s, contre qui pèsent dorénavant des accusations d'enlèvement, de détention illégale et de vol aggravé.

' Août 2013 : Assassinats de David Estuardo Pacay Maas (11 ans) et Ageo Isaac Guitz Maas (13 ans), fils d'un leader communautaire de Monte Olivo opposé au projet hydroélectrique. Des membres de la communauté prétendent que les deux enfants ont été assassinés par des employés de la compagnie hydroélectrique ayant reçu ce mandat, mais ces allégations n'ont pas été confirmées.

' 30 juillet 2014 : Malgré l'opposition sociale au projet et le conflit à son apogée depuis les événements de 2013, la compagnie Hydro Santa Rita et la municipalité de Coban signent une entente de coopération d'une durée de 20 ans, en présence du président guatémaltèque Otto Perez Molina, du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de l'Énergie et des Mines. Les habitant-e-s des communautés de Monte Olivo ne participèrent pas à l'entente.

' Depuis le 14 août 2014 : Les évictions d'une extrême brutalité et les affrontements entre les forces armées et les habitant-e-s ajoutent plusieurs victimes au bilan du conflit engendré par le projet d'Hydro Santa Rita.

Post-scriptum :

Texte original : Projet accompagnement Québec-Guatemala

Crédit photo : Projet accompagnement Québec-Guatemala

SOURCES :

CERIGUA, Centro de Reportes Informativos sobre Guatemala

les autochtones Q'eqchi' dans Alta Verapaz : Violente répression du mouvement de défense du territoire

Communiqués du Comité de Unidad Campesina, 14 et 16 août 2014

Article de [Prensa Comunitaria](#) du 15 août 2014 et photos (Konga)

Article de [Prensa libre](#), 19 août 2014.

Plaza Publica, 19 août 2014 : [La represion policial azota de nuevo a los Q'eqchis](#)

[Communiqué des organisations guatémaltèques](#), 18 août 2014